

COMMUNE DE PLOMODIERN

Département du Finistère



MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 du PLAN LOCAL D'URBANISME

A - Notice de présentation

Révision générale du PLU <i>PLU approuvé le 03 mars 2014</i> <i>PLU rendu exécutoire le 17 avril 2014</i>	Mise à jour des annexes par arrêté <i>n°07/2020</i>
Révision allégée n°1 du PLU <i>PLU arrêté le : 24 novembre 2016</i> <i>PLU approuvé le 18 décembre 2017</i>	Mise à jour des servitudes par arrêté du <i>15/12/2021</i>
Modification n°1 du PLU <i>Approbation le 3 novembre 2020</i> <i>Rendu exécutoire le 16 novembre 2020</i>	Modification simplifiée n°1 du PLU <i>Approbation le</i> <i>Rendu exécutoire le</i>

URBANISME PARTAGE

TANGUY/BESREST/AGAP

I – PREAMBULE

Le PLU de Plomodiern, approuvé le 3 mars 2014, a fait l'objet d'une révision allégée en décembre 2017 et d'une modification approuvée le 3 novembre 2020 ;

La CCPCP, compétente en matière d'urbanisme, a engagé la modification simplifiée n°1 du PLU de Plomodiern.

Par arrêté en date du 17/01/2022 (annexe 1), Mme la Présidente de la CCPCP a prescrit la modification simplifiée n°1 du PLU pour :

- Rectifier des erreurs matérielles aux règlements graphique et écrit.

Les modifications envisagées ne remettent pas en cause l'économie générale du projet. Elles s'inscrivent dans les possibilités données par les articles L153-45 et suivants du code de l'urbanisme.

II – CHAMP D'APPLICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIE

Le champ d'application de la procédure de modification est encadré par le code de l'urbanisme

Article L153-31 du code de l'urbanisme : Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Article L153-36 du code de l'urbanisme : sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article [L. 153-31](#), le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-41 du code de l'urbanisme : Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article [L. 131-9](#) du présent code.

Article L153-45 du code de l'urbanisme : La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;

2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;

3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas.

Les modifications envisagées du PLU :

- Ne changent pas les orientations du PADD
- Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.
- Ne comportent pas de graves risques de nuisances.

Conformément aux articles L153-31, L153-36, L153-31 et L153-45 du code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée est bien adaptée au projet.

Article L153-41 du code de l'urbanisme : Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

La présente modification n'entrant dans aucun des cas précités, la modification simplifiée est exonérée d'enquête publique mais fera l'objet d'une mise à disposition du public.

Par délibération en date du 24 mai 2022, le conseil communautaire de la CCPCP a approuvé les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Plomodiern (annexe 2)

III – EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU – CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Article R104-12 du code de l'urbanisme,

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur modification prévue à l'article L. 153-36, lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° De leur modification simplifiée prévue aux articles L. 131-7 et L. 131-8, lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision ;

3° De leur modification prévue à l'article L. 153-36, autre que celle mentionnée aux 1° et 2°, s'il est établi, après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux procédures de modification ayant pour seul objet de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser en application du 3° de l'article L. 153-41 ou la rectification d'une erreur matérielle. »

Les erreurs matérielles, que la procédure de modification simplifiée entend corriger, ne nécessitent pas d'examen au cas par cas ni d'évaluation environnementale en application de l'article R104-12 du code de l'urbanisme

IV– EXPOSE DES MOTIFS ET JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS

MODIFICATIONS DU REGLEMENT GRAPHIQUE

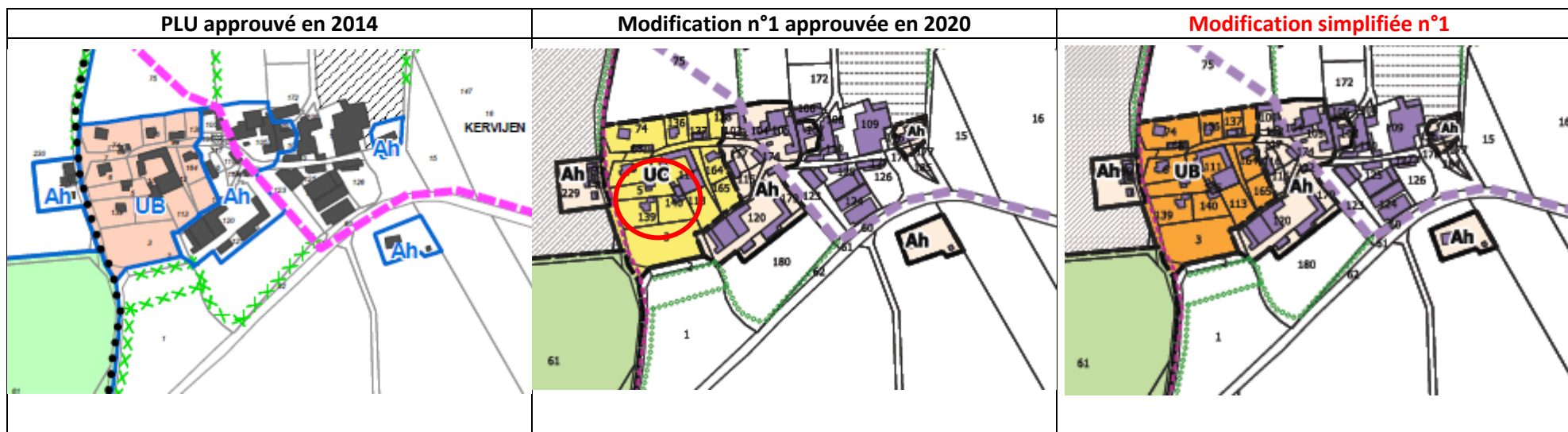
Le PLU de Plomodiern approuvé en 2014 et ayant fait l'objet d'une révision allégée en 2017 a été numérisé au format CNIG (Conseil national de l'information géographique) en 2019 afin de pouvoir le publier sur le portail national de l'urbanisme conformément à l'article R143-16 du code l'urbanisme. Lors de cette numérisation, certains éléments figurant au règlement graphique (format papier) du PLU approuvé en 2014 et révisée sous forme allégée en 2017 ont été mal retranscrits. De fait, le règlement graphique de la modification n°1 du PLU ne correspond pas au projet d'aménagement souhaité par la commune. Les erreurs de retranscription portent sur les points suivants :

- Hameau de Kervigen classé en Uc au lieu de Ub
- Pastilles « Nh » au lieu de « Ah » dans la zone Ac du Cosquer
- Pastilles « Nb » au lieu de « Nbp » en périmètre de captage de Sainte Marie du Menez-Hom

Par ailleurs, lors de la génération au format PDF la trame des éléments du paysage à préserver n'a pas été reprise. **Il est donc procédé à la rectification des erreurs matérielles.**

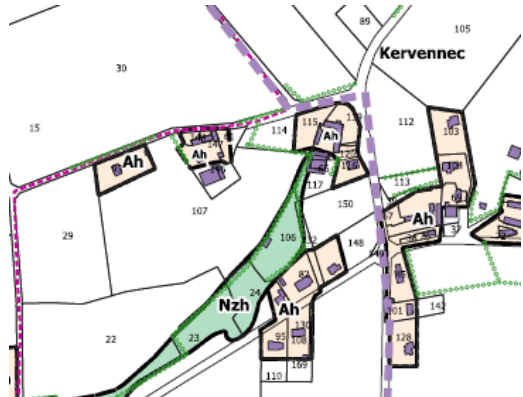


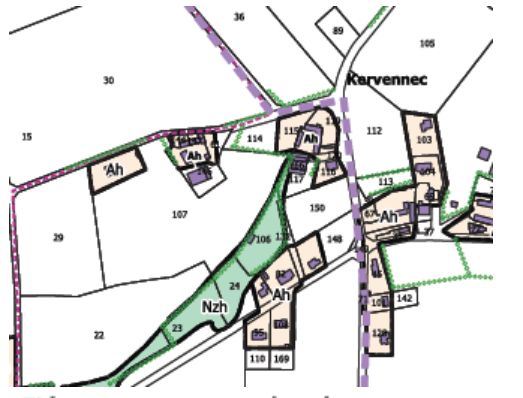
1 . Zonage du hameau de Kervigen

Dans le cadre de la numérisation au format CNIG du PLU, le hameau de Kervigen a été classé a tort en zone UC alors qu'au PLU approuvé en 2014 et révisé sous forme allégée en 2017 il était classé en zone UB. La modification du PLU de 2020 ne portait pas sur ce secteur de la commune. Il convient donc de corriger cette erreur matérielle en reclassant le hameau de Kervigen en zone UC (voir colonne de droite).



2. Éléments du paysage à préserver ou à créer

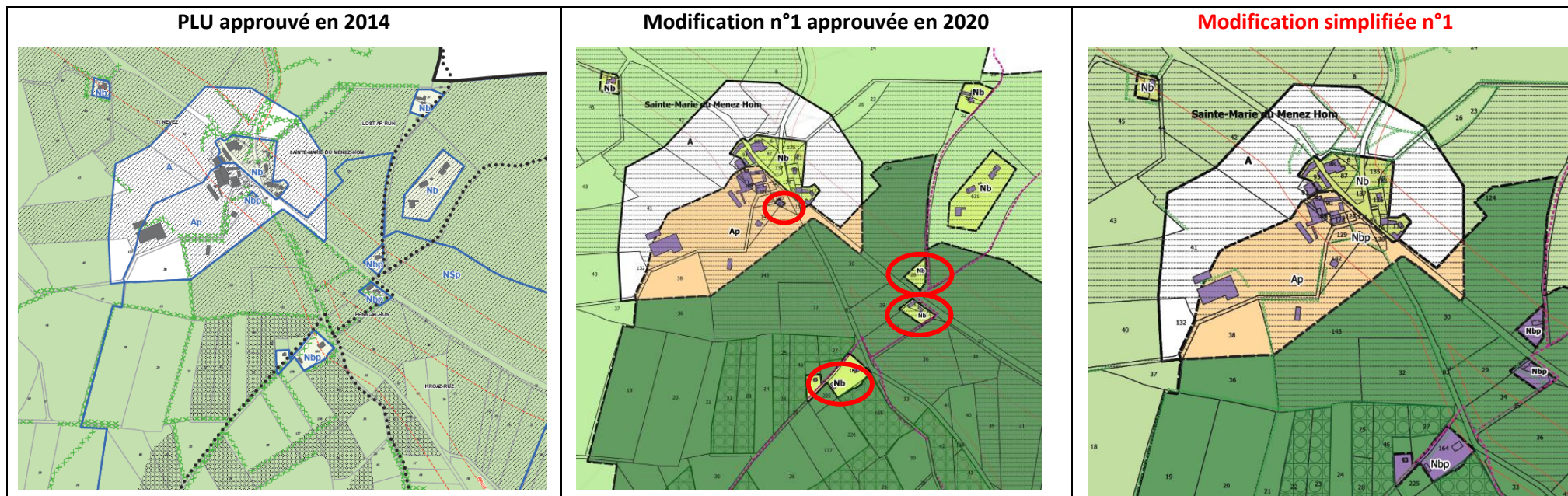
Lors de la génération du PDF du règlement graphique transmis au contrôle de légalité, une erreur matérielle s'est produite : le document produit ne reprend pas les éléments du paysage identifiés à préserver ou à créer au titre de l'article L123-1-5-7 du code de l'urbanisme ». Il s'agit bien d'une erreur matérielle, puisque sur le fichier SIG du Géoportail de l'urbanisme les éléments du paysage à préserver sont bien répertoriés (étoiles marron). Il convient donc de corriger cette erreur matérielle.

Modification n°1 Extrait du plan de zonage pour approbation de la modification n°1	Modification n°1 approuvée en 2020 Extrait du plan de zonage PDF généré pour transmission au contrôle de légalité	Modification n°1 approuvée en 2020 Extrait du plan de zonage SIG publié sur le GPU
 <p>***** Éléments paysagers à préserver</p>		 <p>***** Éléments du paysage à préserver</p>
Modification simplifiée n°1  <p>***** Éléments paysagers à préserver</p>		

3. Zonage dans le périmètre de captage de Sainte Marie du Menez Hom

L'indice « p » n'a pas été reporté sur les secteurs Nb situés dans le périmètre de captage lors de la mise au format CNIG de PLU approuvé en 2014 et révisé sous forme allégée en 2017. La modification du PLU de 2020 ne portait pas sur les périmètres Nbp.

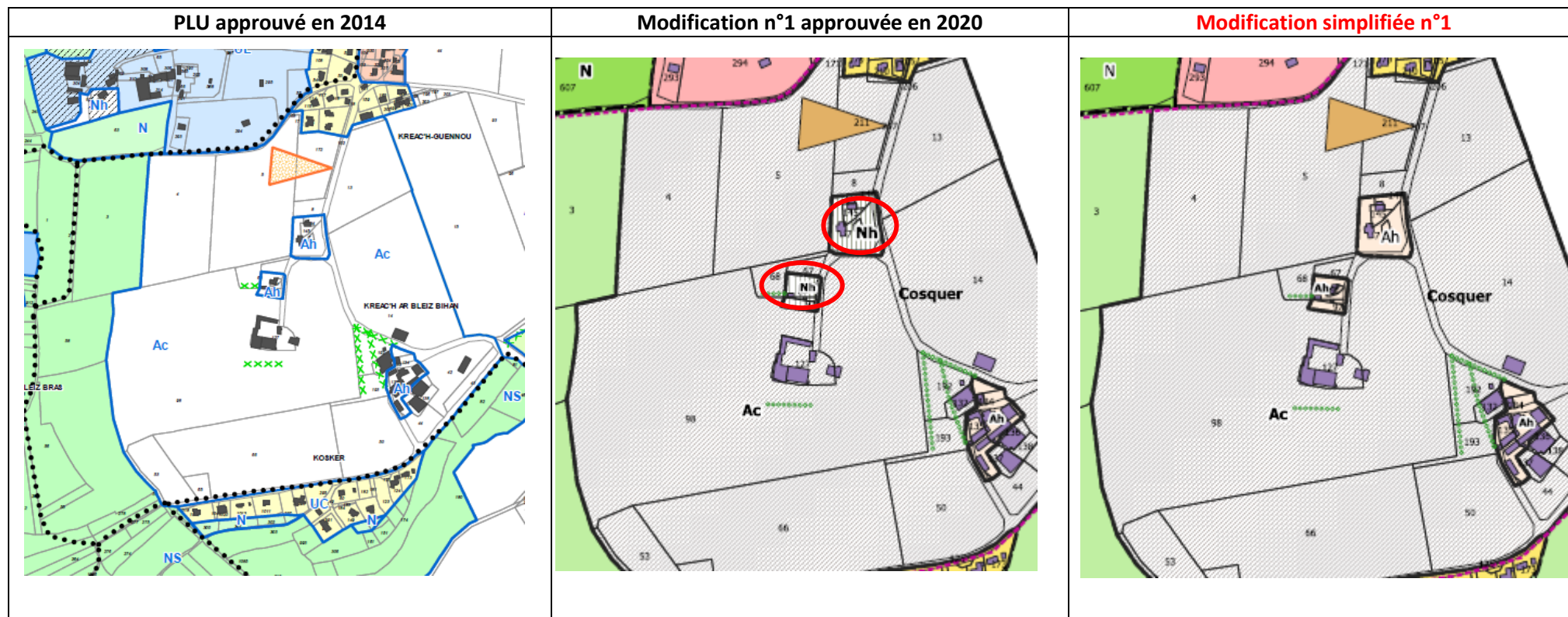
L'oubli de cet indice « p » relève bien de l'erreur matérielle.



4. Pastillage de deux hameaux dans le secteur du Cosquer

Les deux hameaux situés en zone Ah approuvé en 2014 et révisé sous forme allégée en 2017, se sont retrouvés en zone Nh lors de la mise au format CNIG du plan de zonage. La modification du PLU de 2020 ne portaient pas sur les périmètres Ah.

Il s'agit bien ici d'une erreur de report d'étiquette de zonage qui relève de l'erreur matérielle.



MODIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

La procédure de modification n°1 du PLU, approuvée en novembre 2020, portait notamment sur la mise en œuvre des dispositions des lois ALUR, LAAAF et « Macron » en matière d'extension des habitations et d'édification d'annexes en zones A et N.

Bien que la note de présentation exposant la modification apportée au PLU au sujet de la gestion des bâtiments en zones agricoles et naturelles ait bien précisé les motifs de la modification, celle-ci n'a pas été correctement retranscrite dans le règlement écrit des zones A et N.

Il convient de corriger cette erreur matérielle via la présente procédure de modification simplifiée.

1 . Règlement de la zone A

La notice explicative de la modification n°1 du PLU de Plomodiern approuvée en 2020 précisait bien l'introduction dans le règlement écrit les dispositions permettant d'autoriser en zones A et N, l'extension des maisons à usage d'habitation et leurs annexes dans les mêmes conditions qu'en zones Ah et Nh. Dans le règlement écrit de la zone A2, le point 12 spécifie pour les annexes que « *la surface plancher et l'emprise au sol des annexes ne devra pas excéder 30m².* » sans toutefois les autoriser explicitement. Il s'agit de l'oubli d'un bout de phrase qui relève de l'erreur matérielle.

REGLEMENT	
Version opposable	Proposition de modification
<p>Article A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>A - Ne sont admises dans la zone agricole, que les occupations et utilisations du sol ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions et installations nouvelles ou les extensions, adaptations et réfections de bâtiments existants liés et nécessaires aux activités agricoles (serres, silos, locaux de transformation et de conditionnement de produits provenant de l'exploitation, bâtiments complémentaires et nécessaires à l'activité agricole et à l'élevage, hangars, garages, abris exclusivement réservés aux logements des animaux, ...). 2. Certaines installations (camping à la ferme...), aménagement et changement de destination de bâtiments existants d'intérêt architectural ou non (gîtes ruraux, chambres d'hôtes, ...) dans la mesure où elles constituent une diversification 	<p>Article A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>A - Ne sont admises dans la zone agricole, que les occupations et utilisations du sol ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions et installations nouvelles ou les extensions, adaptations et réfections de bâtiments existants liés et nécessaires aux activités agricoles (serres, silos, locaux de transformation et de conditionnement de produits provenant de l'exploitation, bâtiments complémentaires et nécessaires à l'activité agricole et à l'élevage, hangars, garages, abris exclusivement réservés aux logements des animaux, ...). 2. Certaines installations (camping à la ferme...), aménagement et changement de destination de bâtiments existants d'intérêt architectural ou non (gîtes ruraux, chambres d'hôtes, ...) dans la mesure où elles constituent une

<p>des activités d'une exploitation, l'activité agricole devant rester l'activité principale.</p> <p>3. La construction à usage d'habitation dès lors qu'elle est destinée au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire compte tenu de la nature et de l'importance ou de l'organisation de l'exploitation agricole et qu'elle est implantée en continuité du siège d'exploitation concerné.</p> <p>4. La construction de bâtiments annexes aux logements de fonction liés à l'activité agricole à condition de ne pas créer de logement supplémentaire dans une enveloppe de 20 m du logement de fonction. Ces annexes devront aussi être limitée tant en nombre qu'en surface, sans toutefois dépasser 30 m² d'emprise au sol.</p> <p>5. La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, dès lors qu'il a été régulièrement édifié.</p> <p>6. Les affouillements et exhaussements des sols.</p> <p>7. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (exploitation du réseau routier, équipements publics, aires de stationnement...) à condition qu'elles respectent le caractère agricole de la zone.</p> <p>8. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales imposés au titre de la loi sur l'eau ainsi que les réserves d'eau nécessaires à l'activité agricole ou à la protection contre les incendies.</p> <p>9. La mise aux normes ou la création de systèmes d'assainissement non liées à l'activité agricole dès lors qu'elle n'engendre pas de contraintes ou de nuisances pour l'activité agricole.</p> <p>10. Les changements de destination avec restauration dans les volumes existants et extensions limitées de bâtiments agricoles, non en ruine, repérés aux documents graphiques par le signe (*), dont l'intérêt architectural ou patrimonial justifie la préservation dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole (article L.123-3-1° du code de l'urbanisme).</p> <p>11. L'implantation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments agricoles dès lors qu'ils ne compromettent pas l'activité principale de la zone.</p> <p>12. L'extension en continuité des habitations existantes de plus de 60 m² de surface minimale de plancher, en une seule fois, sans création de logements supplémentaires. Le pourcentage d'extension autorisée ne pourra pas excéder 30% de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PLU ou 50 m² de surface plancher nouvellement créée. La surface de plancher</p>	<p>diversification des activités d'une exploitation, l'activité agricole devant rester l'activité principale.</p> <p>3. La construction à usage d'habitation dès lors qu'elle est destinée au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire compte tenu de la nature et de l'importance ou de l'organisation de l'exploitation agricole et qu'elle est implantée en continuité du siège d'exploitation concerné.</p> <p>4. La construction de bâtiments annexes aux logements de fonction liés à l'activité agricole à condition de ne pas créer de logement supplémentaire et sous réserve qu'ils soient implantés dans une enveloppe de 20 m du logement de fonction. Ces annexes devront aussi être limitées tant en nombre qu'en surface, sans toutefois dépasser 30 m² d'emprise au sol.</p> <p>5. La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, dès lors qu'il a été régulièrement édifié.</p> <p>6. Les affouillements et exhaussements des sols.</p> <p>7. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (exploitation du réseau routier, équipements publics, aires de stationnement...) à condition qu'elles respectent le caractère agricole de la zone.</p> <p>8. La réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales imposés au titre de la loi sur l'eau ainsi que les réserves d'eau nécessaires à l'activité agricole ou à la protection contre les incendies.</p> <p>9. La mise aux normes ou la création de systèmes d'assainissement non liées à l'activité agricole dès lors qu'elle n'engendre pas de contraintes ou de nuisances pour l'activité agricole.</p> <p>10. Les changements de destination avec restauration dans les volumes existants et extensions limitées de bâtiments agricoles, non en ruine, repérés aux documents graphiques par le signe (*), dont l'intérêt architectural ou patrimonial justifie la préservation dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole (article L.123-3-1° du code de l'urbanisme).</p> <p>11. L'implantation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments agricoles dès lors qu'ils ne compromettent pas l'activité principale de la zone.</p> <p>12. L'extension en continuité des habitations existantes de plus de 60 m² de surface minimale de plancher, en une seule fois, sans création de logements supplémentaires. Le pourcentage d'extension autorisée ne pourra pas excéder 30% de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PLU ou 50 m² de surface plancher nouvellement créée. La surface de plancher</p>
--	---

totale de l'habitation après travaux n'excèdera pas 250 m ² (existant + extension). Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas si l'extension est réalisée dans des bâtiments existants.	totale de l'habitation après travaux n'excèdera pas 250 m ² (existant + extension). Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas si l'extension est réalisée dans des bâtiments existants. La surface plancher et l'emprise au sol des annexes ne devra pas excéder 30m². 13. Les annexes aux habitations existantes, à condition de ne pas créer de logement supplémentaire et qu'elles soient situées dans une enveloppe de 20 m des habitations existantes. Ces annexes devront aussi être limitée tant en nombre qu'en surface, sans toutefois dépasser 30 m ² de surface plancher et d'emprise au sol.
---	--

2. Règlement de la zone N

La notice explicative de la modification n°1 du PLU de Plomodiern approuvée en 2020 précisait l'introduction, dans le règlement écrit, des dispositions permettant d'autoriser en zones A et N, l'extension des maisons à usage d'habitation et leurs annexes dans les mêmes conditions qu'en zones Ah et Nh. Dans le règlement écrit de la zone N, il a été omis de faire mention de cette possibilité. Il convient ici de compléter l'article N2 du règlement écrit en y ajoutant un 6^{ème} alinéa.

REGLEMENT	
Version PLU opposable	Modification simplifiée
<p>Article N2 : occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières</p> <p>A - <u>Sont admis</u>, sous réserve qu'ils respectent, par leur localisation et les aménagements qu'ils nécessitent, les préoccupations d'environnement notamment la qualité des sites, les milieux naturels ou les paysages, et qu'ils soient compatibles avec la vocation principale de la zone :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 . Les constructions ou installations nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux (voirie, traitement des déchets, transports collectifs, réseaux divers) et dont la localisation dans ces espaces ne détériore pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques. 2 . Les ouvrages et constructions techniques d'intérêt collectif et services publics nécessaires au fonctionnement des services sous réserve d'une intégration satisfaisante. 3 . Les installations, constructions et ouvrages nécessaires à la sécurité fluviale, aérienne, à la défense nationale, à la sécurité civile et ceux nécessaires au fonctionnement des aérodrômes. 	<p>Article N2 : occupation et utilisation du sol soumises à conditions particulières</p> <p>A - <u>Sont admis</u>, sous réserve qu'ils respectent, par leur localisation et les aménagements qu'ils nécessitent, les préoccupations d'environnement notamment la qualité des sites, les milieux naturels ou les paysages, et qu'ils soient compatibles avec la vocation principale de la zone :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 . Les constructions ou installations nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux (voirie, traitement des déchets, transports collectifs, réseaux divers) et dont la localisation dans ces espaces ne détériore pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques. 2 . Les ouvrages et constructions techniques d'intérêt collectif et services publics nécessaires au fonctionnement des services sous réserve d'une intégration satisfaisante. 3 . Les installations, constructions et ouvrages nécessaires à la sécurité fluviale, aérienne, à la défense nationale, à la sécurité civile et ceux nécessaires au fonctionnement des aérodrômes.

<p>4 . La reconstruction à l'identique d'un bâtiment telle que prévu à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme.</p> <p>5 . Les réserves d'eau liées à l'exploitation agricole, nécessaires à la protection contre les incendies, à la ressource en eau potable des populations ou à la régulation des cours d'eau (bassin de rétention d'eaux pluviales, ...).</p>	<p>4 . La reconstruction à l'identique d'un bâtiment telle que prévu à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme.</p> <p>5 . Les réserves d'eau liées à l'exploitation agricole, nécessaires à la protection contre les incendies, à la ressource en eau potable des populations ou à la régulation des cours d'eau (bassin de rétention d'eaux pluviales, ...).</p> <p>6. A l'exception des secteurs Na, Nb, Nm, Nn, Ns et Nz</p> <p>L'extension en continuité des habitations existantes de plus de 60 m² de surface minimale de plancher, en une seule fois, sans création de logements supplémentaires. Le pourcentage d'extension autorisée ne pourra pas excéder 30% de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PLU ou 50 m² de surface plancher nouvellement créée. La surface de plancher totale de l'habitation après travaux n'excèdera pas 250 m² (existant + extension). Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas si l'extension est réalisée dans des bâtiments existants.</p> <p>Les annexes aux habitations existantes, à condition de ne pas créer de logement supplémentaire et qu'elles soient situées dans une enveloppe de 20 m des habitations existantes. Ces annexes devront aussi être limitée tant en nombre qu'en surface, sans toutefois dépasser 30 m² de surface plancher et d'emprise au sol.</p>
---	--

Annexe 1 : arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1

Envoyé en préfecture le 21/01/2022

Reçu en préfecture le 21/01/2022

Affiché le

ID : 029-200067247-20220117-01_2022-AR

**Arrêté n° 01/2022 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Plomodiern****LA PRÉSIDENTE**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-45 à L.153-48,

Vu le plan local d'urbanisme de Plomodiern approuvé par le conseil municipal le 3 mars 2014, ayant fait l'objet d'une révision allégée n°1 approuvée le 18 décembre 2017,

Vu la modification n°1 du plan local d'urbanisme de Plomodiern approuvée par le conseil communautaire le 3 novembre 2020,

Considérant la nécessité de rectifier des erreurs matérielles aux règlements graphique et écrit du PLU, détaillées à l'article 2 du présent arrêté.

Considérant qu'en application de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque la collectivité envisage de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations ou d'actions,

Considérant qu'en application de l'article L.153-45 et L.153-46 du code de l'urbanisme, qu'en dehors des cas mentionnés à l'article L.153-41 la modification peut, à l'initiative de la Présidente de la communauté de communes, être effectuée selon une procédure simplifiée.

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification simplifiée du PLU,

ARRETE

Article 1 : En application des dispositions des articles L.153-45 à L.153-48 du code de l'urbanisme, le présent arrêté engage la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Plomodiern.

Article 2 : Le projet de modification simplifiée portera sur les points suivants :

Modification du règlement écrit :

- Autoriser explicitement les annexes en zone A (article 2),

Envoyé en préfecture le 21/01/2022
Reçu en préfecture le 21/01/2022
Affiché le
ID : 029-200067247-20220117-01_2022-AR

- Autoriser en zone **N** l'extension des maisons à usage d'habitation et leurs annexes dans les mêmes conditions qu'en zones A, Ah et Nh.

Corriger les erreurs matérielles ci-après au règlement graphique :

- zone « Ub » au lieu de « Uc » au hameau de Kervigen,
- zone « Ah » au lieu de « Nh » au Cosquer,
- zone « Nbp » au lieu de « Nb » en périmètre de captage de Sainte Marie du Menez-Hom,
- Trame plus lisible pour les éléments du paysage à préserver .

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée du PLU, l'exposé de ses motifs et le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public pendant un mois.

Article 4 : A l'issue de la mise à disposition, le bilan sera présenté devant le conseil communautaire qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Article 6 : Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat, publié et affiché au siège de la communauté de communes et de la mairie de Plomodiern.

Fait, le 17 janvier 2022

La Présidente,

Gaëlle NICOLAS



Délais et voies de recours : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rennes territorialement compétent, situé Hôtel de Bizien, 3, Contour de la Motte - CS 44416, 35044 RENNES CEDEX, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal peut être saisi par courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>

Un recours gracieux peut également être exercé contre cet acte auprès de l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Toutefois, le silence gardé pendant 2 mois sur une réclamation vaut décision implicite de rejet.

Annexe 2 : Délibération approuvant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Plomodiern

DEPARTEMENT DU FINISTERE

DELIBERATION N° 2022/102

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 24 mai 2022

Envoyé en préfecture le 31/05/2022

Reçu en préfecture le 31/05/2022

Affiché le

ID : 029-200067247-20220524-2022_102-DE

PLEYBEN
CHATEAULIN
PORZAY
Communauté de communes

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du Conseil communautaire du mardi 24 mai 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 24 mai, à 18 heures, le Conseil communautaire de Pleyben Châteaulin Porzay Communauté s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Salle des fêtes, sur la commune de Châteaulin, sous la présidence de Mme Gaëlle NICOLAS.

Conseillers en exercice :	044
Conseillers présents :	36
et Conseillers suppléés :	
Conseillers représentés (pouvoirs) :	6
Date de convocation dématérialisée (via IdelibRE) :	18/05/2022

♦ Titulaires présent(e)s :

CAST : Ronan HASCOET, Danielle CARIOU

CHATEAULIN : Didier CHOPLIN, Marie-Pierre LE GOFF, Gaëlle NICOLAS, Hugues COENT, Hervé ROLLAND

DINEAULT : Christian HORELLOU, Hélène POULIQUEN, Patrice HASCOET, Guy LE FLOC'H

GOUEZEC : Rémi MOAL, Cécile NAY

LANNEDERN : Pauline CARO

LE CLOITRE-PLEYBEN : Dominique BILIRIT

LENNON : Jean-Luc VIGOUROUX, Ronan JEZEQUEL

LOTHEY : Aurélie MACACLIN

PLEYBEN : Roger LE SAUX, Nathalie POULIQUEN, Nicole JAOUEN, Amélie CARO, Patrice PERSON

PLOEVEN : Didier PLANTÉ

PLOMODIERN : Michelle AUTRET, Joël BLAIZE, Anne-Marie BOUCHER

PLONEVEZ-PORZAY : Paul DIVANAC'H, Sylviane PENNANEAC'H, Alain PENNOBER

PORT-LAUNAY : Gaël CALVAR

SAINT-COULITZ : Gilles SALAUN

SAINT-NIC : Annie KERHASCOET

SAINT-SEGAL : Frédéric DRELON, Stéphanie LE GUILLOU

TREGARVAN : Rémi CARPENTIER

♦ Suppléant(e)s présent(e)s en remplacement des titulaires excusés :

♦ Titulaires absents et représentés, ayant donné pouvoir :

CAST : Jacques GOUÉROU (pouvoir à Danielle CARIOU)

CHATEAULIN : Sylvie CHASSEREZ (pouvoir à Marie-Pierre LE GOFF), Jean-Pierre JUGUET (pouvoir à Didier CHOPLIN), Sylviane TOUFFAIT (pouvoir à Gaëlle NICOLAS)

PLOMODIERN : Gilles FEREC (pouvoir à Joël BLAIZE)

SAINT NIC : Emmanuel MAHO (pouvoir à Annie KERHASCOËT)

♦ Titulaires absents et excusés :

CHATEAULIN : Clarisse REALE

PLEYBEN : Christophe CERCLERON

♦ Secrétaire de séance (désigné(e) en application des articles L 5211-1 et L 2121-15 du CGCT) :

Gaël CALVAR

Envoyé en préfecture le 31/05/2022
Reçu en préfecture le 31/05/2022
Affiché le
ID : 029-200067247-20220524-2022_102-DE

OBJET : Approbation des modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Plomodiern

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-1 à L. 5211-6-3 et L. 5214-16

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-302-0001 du 28 octobre 2016 portant fusion des Communautés de Communes du Pays de Châteaulin et du Porzay et de la Région de Pleyben et portant création, au 1er janvier 2017, de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay,

VU la délibération n° 2020/106 du 15 juillet 2020 portant installation du Conseil Communautaire et élection de la Présidente,

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2021-07-12-00012 portant modification des statuts de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-47 ;

VU la délibération du 3 mars 2014 du Conseil municipal approuvant le PLU de Plomodiern ;

VU la délibération du 18 décembre 2017 du Conseil municipal approuvant une 1^{ère} modification du PLU de Plomodiern ;

VU l'arrêté n°2022-001 du 17 janvier 2022 prescrivant une procédure de modification simplifiée du PLU de Plomodiern ;

VU le rapport n°2022/102 du 24 mai 2022

CONSIDERANT

La nécessité d'une modification simplifiée du PLU de Plomodiern afin de rectifier certaines erreurs matérielles aux règlements graphique et écrit, notamment pour corriger les points suivants :

Modification du règlement écrit :

- Autoriser explicitement les annexes en zone A (article 2),
- Autoriser en zone N l'extension des maisons à usage d'habitation et leurs annexes dans les mêmes conditions qu'en zones A, Ah et Nh.

Modification du règlement graphique :

- zone « Ub » au lieu de « Uc » au hameau de Kervigen,
- zone « Ah » au lieu de « Nh » au Cosquer,
- zone « Nbp » au lieu de « Nb » en périmètre de captage de Sainte Marie du Menez-Hom,
- Trame plus lisible pour les éléments du paysage à préserver.

La nécessité de mettre à la disposition du public, pendant 1 mois, le projet de modification simplifiée du PLU, l'exposé des motifs et le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées.

La nécessité d'arrêter par délibération du Conseil communautaire ces modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Plomodiern.

L'exposé du Vice-Président entendu et après en avoir délibéré, les membres du Conseil communautaire, **décident**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- d'approuver les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Plomodiern telles que précisées ci-après ;
- d'autoriser la Présidente à prendre toutes dispositions utiles et nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 31/05/2022
Reçu en préfecture le 31/05/2022
Affiché le
ID : 029-200067247-20220524-2022_102-DE

OBJET : Approbation des modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Plomodiern

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-1 à L. 5211-6-3 et L. 5214-16

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-302-0001 du 28 octobre 2016 portant fusion des Communautés de Communes du Pays de Châteaulin et du Porzay et de la Région de Pleyben et portant création, au 1er janvier 2017, de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay,

VU la délibération n° 2020/106 du 15 juillet 2020 portant installation du Conseil Communautaire et élection de la Présidente,

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2021-07-12-00012 portant modification des statuts de la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-47 ;

VU la délibération du 3 mars 2014 du Conseil municipal approuvant le PLU de Plomodiern ;

VU la délibération du 18 décembre 2017 du Conseil municipal approuvant une 1^{ère} modification du PLU de Plomodiern ;

VU l'arrêté n°2022-001 du 17 janvier 2022 prescrivant une procédure de modification simplifiée du PLU de Plomodiern ;

VU le rapport n°2022/102 du 24 mai 2022

CONSIDERANT

La nécessité d'une modification simplifiée du PLU de Plomodiern afin de rectifier certaines erreurs matérielles aux règlements graphique et écrit, notamment pour corriger les points suivants :

Modification du règlement écrit :

- Autoriser explicitement les annexes en zone A (article 2),
- Autoriser en zone N l'extension des maisons à usage d'habitation et leurs annexes dans les mêmes conditions qu'en zones A, Ah et Nh.

Modification du règlement graphique :

- zone « Ub » au lieu de « Uc » au hameau de Kervigen,
- zone « Ah » au lieu de « Nh » au Cosquer,
- zone « Nbp » au lieu de « Nb » en périmètre de captage de Sainte Marie du Menez-Hom,
- Trame plus lisible pour les éléments du paysage à préserver.

La nécessité de mettre à la disposition du public, pendant 1 mois, le projet de modification simplifiée du PLU, l'exposé des motifs et le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées.

La nécessité d'arrêter par délibération du Conseil communautaire ces modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Plomodiern.

L'exposé du Vice-Président entendu et après en avoir délibéré, les membres du Conseil communautaire, **décident**, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- d'approuver les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Plomodiern telles que précisées ci-après ;
- d'autoriser la Présidente à prendre toutes dispositions utiles et nécessaires à l'exécution de la présente délibération